

# UJFP

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX  
الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام  
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à

EJP EUROPEAN JEWS  
FOR A JUST PEACE

## Jérusalem : crise des portiques ou éruption du chaudron colonial ?

Dans la nuit du 24 juillet, Benyamin Netanyahu a décidé de retirer les portiques de la discorde aux abords de l'Esplanade des mosquées au profit d'un système de surveillance aux contours encore flous mais que l'on sait plus discret. Israël a écouté les recommandations de son service de sécurité intérieur, le Shin Bet, qui martelait depuis plusieurs jours qu'ils ne constituaient pas un outil efficace pour lutter contre l'insécurité rampante sur l'Esplanade, alors que cinq Palestiniens et trois colons ont été tués depuis vendredi. Israël s'est plié aux injonctions de la communauté internationale, appelant courageusement au respect du statu quo de 1967 confiant la gestion de la sécurité du Haram el Sharif (le noble sanctuaire) à la Jordanie. Un retour au calme est annoncé, les passions religieuses des Palestiniens ayant été satisfaites. Ouf. Circulez, il n'y a plus rien à voir.

Voici, en substance, ce que l'on pouvait lire ce matin dans la plupart des grands titres de presse internationaux. Brillaient par leur absence toutes références explicites aux effets de la colonisation forcée de Jérusalem depuis son annexion en 1967 et de la situation catastrophique à Gaza, que le blocus et la pénurie organisée d'électricité continuent d'asphyxier, comme si rien de tout cela n'était lié. C'est à se demander si le bureau de presse de Netanyahu ne leur a pas mâché le travail...

Commençons par appeler un chat un chat. Ce à quoi nous avons assisté à Jérusalem est un acte massif de désobéissance civile. Les Israéliens ont joué la carte de la sécurité pour s'assurer d'un contrôle plus étroit des abords de l'Esplanade, rompant de fait avec la logique du statu quo et faisant peser comme à son habitude la responsabilité de l'assassinat des policiers israéliens sur l'ensemble de la population palestinienne de Jérusalem. Mais les Palestiniens ont refusé de jouer le jeu de cet humiliant et inutile contrôle de sécurité. La désobéissance civile a ratissé bien plus large que le refus d'islamistes supposés, comme voudrait nous le faire croire l'extrême-droite religieuse et nationaliste israélienne, toujours prompt à instrumentaliser le fait religieux pour mieux dépolitiser l'analyse des mobilisations populaires palestiniennes – et, ainsi, dédouaner la puissance occupante et colonisatrice de toute responsabilité.

La solidarité active des Palestiniens chrétiens, venus nombreux aux abords de l'Esplanade des mosquées protester contre l'érection des portiques de sécurité, montre bien que la violation de la souveraineté des lieux saints musulmans n'est pas qu'une question strictement religieuse. L'opposition multiconfessionnelle à la provocation intrusive des forces de sécurité israéliennes nous rappelle que c'est d'une lutte de libération nationale dans un contexte colonial qu'il s'agit, d'une lutte contre l'accaparement de la seule partie de la Palestine qui ne soit pas sous contrôle israélien, d'une lutte contre l'effacement de leur présence historique et politique à Jérusalem, d'une lutte contre une étape supplémentaire de la colonisation de leur ville. Mais de tout cela, pas un mot.

Depuis la conquête de la partie orientale de la ville en 1967, Israël a fait de « Jérusalem réunifiée la capitale éternelle et indivisible du peuple juif ». Mesure-t-on la violence raciste de cette déclaration ? Réalise-t-on l'étendue des politiques publiques de dépossession déployées à l'encontre des « résidents permanents » palestiniens qui, pourtant soumis aux mêmes impôts que les Israéliens, ne disposent d'aucun droit politique, d'aucune protection juridique contre la violence des colons et des arrestations arbitraires de la police, d'aucune autorisation pour assurer le bon développement de leur communauté ? Nous contenterons-nous d'une opposition de principe à la colonisation de peuplement de la partie orientale de la ville à chaque annonce de construction de nouveaux blocs de logement, judaïsation de fait visant à rendre impossible la perspective d'en faire un jour la capitale d'un Etat palestinien souverain ?

Mais de tout cela, pas un mot. De [la menace proférée par Tzachi Hanegbi](#), ministre de la coopération régionale et proche de « Bibi », menaçant les Palestiniens d'une troisième Nakba – c'est à dire d'une expulsion massive et donc d'un nettoyage ethnique – s'ils ne rentraient pas dans le rang, là non plus, pas un mot. Emmanuel Macron préfère garder le silence. C'est vrai qu'il avait déjà tout dit en annonçant, l'air grave, en présence de son « cher Bibi », « que l'antisionisme est une forme réinventée de l'antisémitisme ». L'Union Juive Française pour la Paix tient à apporter tout son soutien aux Palestiniens en lutte à Jérusalem.

Le Bureau national de l'UJFP le 25 juillet 2017